

Geht per Mail an: sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

21.2.2019

**Vernehmlassung: Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung
(Systematische Verwendung der AHV-Nummer durch Behörden)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Bürgerlich-Demokratische Partei (BDP) bedankt sich für die Gelegenheit zur Stellungnahme in obgenannter Vernehmlassung.

Die BDP erklärt sich einverstanden mit der Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung, spricht der systematischen Verwendung der AHV-Nummer durch die Behörden. Die zuständigen Behörden sind allerdings dazu angehalten, den unbefugten Zugriff auf die Nummer mittels bestmöglicher Sicherheitsverfahren zu verhindern.

2008 wurde die nichtsprechende, 13-stellige AHV-Nummer eingeführt. Seit diesem Zeitpunkt ist die Digitalisierung in rasantem Tempo vorangeschritten, was sich in der starken Ausweitung der Verwendung der AHV-Nummer ausserhalb der AHV niederschlug. Deshalb ist es nachvollziehbar, dass die Befugnis zur systematischen Verwendung der Nummer gelockert werden soll.

Ziel dieser Gesetzesänderung muss sein, die Verwaltungsabläufe durch eine kontrollierte systematische Verwendung der AHV-Nummer effizienter zu gestalten.

Die Vorteile liegen auf der Hand:

- Für systematische Verwendungen der Nummer durch Behörden muss nicht mehr in jedem einzelnen Fall durch ein Spezialgesetz eine Berechtigung erteilt werden. Es wird neu eine generelle Berechtigung für Behörden ausgestellt.
- Einrichtungen, die keine Behörde sind, die allerdings Verwaltungsaufgaben ausführen, benötigen mit dem neuen Gesetz nach wie vor eine spezialgesetzliche Grundlage zur systematischen Verwendung der Nummer.
- Es ist wichtig und richtig, dass alle Behörden, die in Zukunft eine generelle Berechtigung zur Verwendung der Nummer erhalten, ihre Sicherheitsmassnahmen auf den bestmöglichen Stand aktualisieren müssen. Zu begrüssen ist in diesem Zusammenhang auch, dass die Strafnorm betreffend der Durchführung der technischen und organisatorischen Massnahmen verschärft wird, indem neu auch bestraft werden soll, wer die vorgegebenen Massnahmen nur mangelhaft durchführt.

- Die systematische Verwendung der Nummer wird die Datenbearbeitung durch die Behörden nicht nur effizienter gestalten, sondern auch ihre Qualität erhöhen. Eine effizienter arbeitende Verwaltung ist auch kosteneffizienter.

Wir danken für die Prüfung und Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit freundlichen Grüssen



Martin Landolt
Parteipräsident BDP Schweiz
Schweiz



Rosmarie Quadranti
Fraktionspräsidentin BDP

Office fédéral des assurances sociales Domaine
AVS, prévoyance professionnelle et PC
Etat-major ABEL
3003 Berne

Berne, le 18 février 2019/ nr
VL_LAVS_utilisation_NAVS

Par email: Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (utilisation systématique du numéro AVS par les autorités)

Prise de position du PLR.Les Libéraux-Radicaux

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de nous exprimer dans le cadre de la consultation de l'objet mentionné ci-dessus. Vous trouverez ci-dessous notre position.

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux soutient la proposition de modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants. Le projet a pour but de supprimer l'exigence d'une base légale spécifique pour chaque utilisation systématique du numéro AVS. Ces derniers temps, de nombreuses discussions ont eu lieu au Parlement concernant l'utilisation du numéro AVS en tant qu'identifiant sectoriel ou la création de multiples identifiants sectoriels. Afin de clarifier le rôle et l'utilisation du NAVS, la présente révision est donc la bienvenue. L'utilisation du NAVS doit permettre aux autorités tant fédérales que cantonales et municipales d'identifier plus efficacement le citoyen concerné, ce qui résulte en des économies de procédures et de temps pour les autorités. La plus-value apportée pour le citoyen est donc significative car il permet une identification claire et précise de l'individu.

Il est important de rappeler que le numéro AVS ne doit pas servir en tant qu'identifiant unique. Son utilisation doit être considérée comme complémentaire à d'autres informations personnelles telles que l'adresse ou la date de naissance du citoyen concerné. Il est également salué le fait qu'un identifiant sectoriel puisse encore être utilisé au cas par cas. L'accès à la banque de données doit donc s'effectuer sans avoir recours au NAVS, mais par une identification à multiples niveaux (identifiant et mot de passe par exemple). De plus, il est nécessaire de prendre des mesures de sécurité au niveau de l'organisation, du personnel employé, des infrastructures et de la technique afin de garantir la protection des données personnelles.

Finalement, le PLR se garde le droit de réexaminer la situation une fois le rapport en lien avec le postulat [17.3968](#) « Concept de sécurité pour les identifiants des personnes » publié. Il va de soi que les évolutions et décisions prises dans le cadre de la révision actuelle de la loi sur la protection des données devront être prises en compte pour la suite de ce projet.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos arguments, nous vous prions d'agréer,
Madame, Monsieur, l'expression de nos plus cordiales salutations.

PLR.Les Libéraux-Radicaux
La Présidente

Handwritten signature of Petra G ssi in black ink.

Petra G ssi
Conseillère nationale

Le Secrétaire général

Handwritten signature of Samuel Lanz in black ink.

Samuel Lanz



T +41 31 3266607
E gaelle.lapique@gruene.ch

Office fédéral des assurances sociales
Domaine AVS, prévoyance
professionnelle et PC
Etat-major ABEL
Effingerstrasse 20
3003 Berne
Envoyée par e-mail
sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Berne, le 22 février 2019

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (utilisation systématique du numéro AVS par les autorités)

Monsieur le Conseiller fédéral,
Madame, Monsieur,

Les VERTS s'opposent à cette modification de la LAVS visant à une utilisation systématique du numéro AVS : les risques en terme de protection des données sont trop élevés. En effet, plus le numéro AVS fait l'objet d'une utilisation large, plus le risque d'abus des données augmente. Et le numéro AVS n'a pas été conçu pour cela. Les VERTS ne remettent pas en question l'utilisation du NAVS pour la gestion des assurances sociales, mais son utilisation élargie et à tout-va.

Un identifiant unique permettra de comparer des données, de les coupler et de les utiliser pour des finalités différentes ou incompatibles de celles pour lesquelles elles ont été collectées. Face à la numérisation croissante des administrations publiques, il est nécessaire d'avoir plus de protection des données (question de démocratie, respect des libertés individuelles, confiance des citoyens envers les institutions) – ce d'autant plus que des services administratifs gérant des bases de données et utilisant le NAVS ont des systèmes informatiques connaissant parfois de faibles niveaux de protection. Ainsi, les administrations communales, notamment, l'utiliseront avec des garanties et des moyens très inégaux en la matière.

Les VERTS rejoignent également [les réserves émises par PRIVATIM en janvier 2019](#) : « De l'avis des autorités de protection des données de la Confédération et des cantons, le projet du Conseil fédéral présente de sérieux risques pour la protection des données, auxquels celui-ci entend y opposer des prescriptions concrètes relatives à la protection des données, comme l'obligation de procéder périodiquement à une analyse d'impact des risques. »

Étudier des alternatives

L'objectif légitime et non contesté d'harmoniser les registres, d'améliorer les outils statistiques ou de développer l'administration électronique pourraient être réalisés sans recours au NAVS comme identifiant unique. Ainsi, les VERTS auraient souhaité que l'option avec plusieurs numéros sectoriels soit davantage approfondie et privilégiée (comme pour le dossier électronique du patient). Une telle option permettrait de ne pas faire le lien avec des tableaux de données d'autres domaines.

Des exigences élevées en matière de sécurité

Si l'utilisation du numéro AVS comme identifiant universel devait être bel et bien être implémentée, les VERTS demandent que les mesures d'accompagnement mentionnées dans le rapport explicatif (chap. 1.2.2) soient mises en œuvre avec la plus grande diligence. De même, ils demandent que l'alternative « Procédure d'autorisation » (chap. 1.3.2.2) soit réalisée.

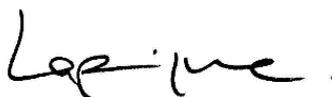
Finalement, les moyens alloués aux préposés fédéral et cantonaux des données doivent être renforcés afin de sensibiliser au mieux la population, de former les administrations et de traiter les plaintes éventuelles. Toutefois, la nécessité d'avoir un cadre qui garantisse la sécurité des données reste essentielle.

Nous vous remercions de l'accueil que vous réserverez à cette prise de position et restons à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, à l'expression de notre haute considération.



Regula Rytz
Présidente



Gaëlle Lapique
Secrétaire politique

grüne / les verts / i verdi
waisenhausplatz 21 . 3011 berne . suisse

Von: [_BSV-Sekretariat ABEL](#)
An: [Werthmüller Valérie BSV](#); [Mauerhofer Katharina BSV](#)
Betreff: WG: SVP Verzicht auf Stellungnahme zur Änderung des BG (Systematische Verwendung der AHV-Nummer durch Behörden)
Datum: Mittwoch, 23. Januar 2019 16:30:43
Anlagen: [image001.jpg](#)
[image002.jpg](#)
[image003.jpg](#)
[image004.png](#)

Lg Simone

Von: Fritz Kälin <kaelin@svp.ch>
Gesendet: Mittwoch, 23. Januar 2019 16:10
An: _BSV-Sekretariat ABEL <Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch>
Betreff: SVP Verzicht auf Stellungnahme zur Änderung des BG (Systematische Verwendung der AHV-Nummer durch Behörden)

Sehr geehrte Damen und Herren,

Die SVP Schweiz dankt für die Einladung, zur Vernehmlassung „Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (Systematische Verwendung der AHV-Nummer durch Behörden)“ Stellung zu nehmen. Wir haben zu dieser Gesetzesänderung keine grundsätzlichen Vorbehalte und verzichten deshalb auf eine Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Generalsekretariat der SVP Schweiz

Dr. Fritz Kälin
wiss. Mitarbeiter



Generalsekretariat
Postfach
3001 Bern
Telefon: 031 300 58 58
Fax: 031 300 58 59
kaelin@svp.ch

www.svp.ch

Sofort informiert?
Abonnieren Sie den [gratis Newsletter](#) der SVP Schweiz





Per E-Mail
Bundesamt für Sozialversicherungen BSV
Geschäftsfeld AHV, Berufliche Vorsorge und EL
Bereich Leistungen AHV/EO/EL
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (Systematische Verwendung der AHV-Nummer durch Behörden)

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren
Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme, die wir gerne wahrnehmen:

1 Grundsätzliche Bemerkungen

Die SP Schweiz stellt sich nicht grundsätzlich gegen eine Vereinfachung der systematischen Verwendung der AHV-Nummer durch staatliche Behörden, fordert allerdings, dass einige Bestimmungen zur Verbesserung von Datenschutz und Datensicherheit im Vorentwurf des Bundesrates zwingend beibehalten (siehe dazu unten stehend Ziff. 2.2) resp. noch zusätzlich aufgenommen werden müssen (siehe unten stehend Ziff. 3).

Der Wunsch der Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden nach einer Vereinfachung der Möglichkeit, die AHV-Nummer systematisch zu verwenden¹, ist für die SP Schweiz aus Effizienzgründen nachvollziehbar. Jedoch birgt eine solche Vereinfachung unserer Ansicht nach auch erhebliche Datenschutzrisiken.² Deshalb muss in dieser Vorlage der Datenschutz noch verstärkt werden (siehe dazu unten stehend).

¹ Vgl. Erläuternder Bericht, S. 7.

² Siehe das von der SP-Fraktion einhellig unterstützte Postulat 17.3968 der Rechtskommission des Nationalrates „Sicherheitskonzept für Personenidentifikatoren“; vgl. auch Medienmitteilung EDÖB / privatim zum Datenschutztag 2019, 28.1.2019 sowie Prof. Dr. David Basin, Risikofolgenabschätzung zur Verwendung der AHV-Nummer als Personenidentifikator, September 2017.

2 Kommentar zu den wichtigsten Bestimmungen

2.1 Keine systematische Verwendung der AHV-Nummer durch Private (Art. 153c Abs. 1 lit. a Ziff. 4, b E-AHVG)

Wie oben ausgeführt (siehe Ziff. 1), stehen wir einer vereinfachten systematischen Verwendung der AHV-Nummer durch staatliche Behörden bereits mit einer gewissen Skepsis gegenüber. Eine Ermöglichung der systematischen Verwendung der AHV-Nummer durch nicht-staatliche Akteure lehnen wir hingegen grundsätzlich ab: Die systematische Verwendung der AHV-Nummer ist aus Sicht des Datenschutzes heikel. Solche Tätigkeiten müssten deshalb staatlichen Behörden vorbehalten bleiben.

Folglich beantragt die SP Schweiz, Art. 153c Abs. 1 lit. a Ziff. 4 sowie Art. 153c Abs. 1 lit. b E-AHVG ersatzlos zu streichen.

2.2 Beibehaltung der vorgeschlagenen technischen und organisatorischen Massnahmen (Art. 153d lit. b-e)

Die vom Bundesrat vorgeschlagenen Bestimmungen betreffend den von den verwendenden Behörden zu treffenden technischen und organisatorischen Massnahmen sind für die SP Schweiz zentral für die Ermöglichung eines angemessenen Datenschutz- und Datensicherheitsniveaus bei der systematischen Verwendung der AHV-Nummer.

Diese Vorgaben dürfen deshalb aus Sicht der SP Schweiz keinesfalls abgeschwächt oder gar gestrichen werden.

3 Weitere Vorschläge

3.1 Explizite Festschreibung eines Verknüpfungsverbots

Die Vermeidung von unzulässigen Verknüpfungen durch die datenbearbeitenden Behörden bei der systematischen Verwendung der AHV-Nummer ist für die SP Schweiz ein zentrales Anliegen bei dieser Vorlage, um den Schutz der Personendaten sicherzustellen und das Vertrauen der Bürger/innen in die sachgerechte Verwendung ihrer Daten durch die Behörden nicht aufs Spiel zu setzen.

Folglich beantragt die SP Schweiz, ein Verknüpfungsverbot explizit ins AHVG festzuschreiben.³

³ Vgl. auch Beitrag Tagesschau SRF, Oberster Datenschutzbeauftragter verlangt viele Schranken, 28.1.2019.

3.2 Prüfung eines Bewilligungsverfahrens

Für die SP Schweiz erscheint die Einführung eines Bewilligungsverfahrens für die systematische Verwendung der AHV-Nummer als ein tauglicher Vorschlag, um die Umsetzung der Datenschutz- und Datensicherheitsbestimmungen auf Seiten der verwendenden Behörden resp. nicht-staatlichen Akteuren bestmöglich sicherzustellen. Wir bedauern deshalb, dass der Bundesrat von dieser Möglichkeit im Erläuternden Bericht Abstand genommen hat.⁴ Ein solches Bewilligungsverfahren könnte auch die Skepsis gegenüber der systematischen Verwendung der AHV-Nummer durch nicht-staatliche Akteure mildern (vgl. dazu oben stehend unter Ziff. 2.1).

Folglich beantragt die SP Schweiz, die Einführung eines Bewilligungssystems für die systematische Verwendung der AHV-Nummer im Rahmen der Erarbeitung von Entwurf und Botschaft nochmals vertieft zu prüfen.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüssen

SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DER SCHWEIZ



Christian Levrat
Präsident



Claudio Marti
Politischer Fachsekretär

⁴ Siehe Erläuternder Bericht, S. 8.